

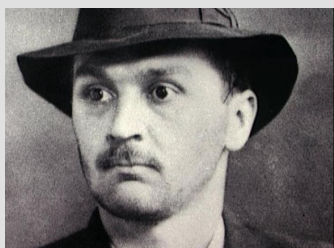
e MAG HISTOIRE et LITTÉRATURE

SOMMAIRE

Histoire de la Cagoule - Pages 2 à 7



Eugène Deloncle



Jean Filliol



Henri Martin

En 1936, après l'échec de la tentative de coup de force du 6 février 1934 suivi de la dissolution des ligues factieuses puis de la victoire du Front Populaire, plusieurs organisations secrètes nationalistes et anti-communistes sont créées. La première est l'Union des comités d'action défensive (U.C.A.D.) fondée par le général Duseigneur, héros de l'aviation en 1914-1918, et son ami, le duc Joseph Pozzo di Borgo, ancien pilote lui aussi. L'objectif de l'UCAD est la lutte contre le marxisme. Une autre organisation, l'OSARN (Organisme Social d'Action Régulatrice Nationale) est fondée par Eugène Deloncle, Jean Filliol et Henri Martin, responsables du Parti National Révolutionnaire. En 1937, la tentative de coup d'état se solde par un piteux échec. L'organisation est démantelée mais de nombreux dirigeants sont en fuite. La guerre et l'occupation interrompent les poursuites judiciaires. L'ancien ministre de l'Intérieur Marx Dormoy est assassiné.



Jacques Corrèze

Les trajectoires différentes des anciens cagouleurs durant l'occupation vont naturellement influencer le cours de la Justice. Les procès pour actes de collaboration se télescopent avec le procès de l'organisation qui s'ouvre en octobre 1948 devant les Assises de la Seine. Quarante-neuf inculpés sont présents et douze sont morts. Le procès devient l'occasion de faire le point sur l'itinéraire des anciens chefs de l'organisation subversive.

Histoire de la Cagoule

En 1936, après l'échec de la tentative de coup de force du 6 février 1934 suivi de la dissolution des ligues factieuses puis de la victoire du Front Populaire, plusieurs organisations secrètes nationalistes et anticomunistes sont créées. La première est l'Union des comités d'action défensive (U.C.A.D.) fondée par le général Duseigneur, héros de l'aviation en 1914-1918, et son ami, le duc Joseph Pozzo di Borgo, ancien pilote lui aussi. L'objectif de l'UCAD est la lutte contre le marxisme. Une autre organisation, l'OSARN (Organisme Social d'Action Régulatrice Nationale) est fondée par Eugène Deloncle, Jean Filliol et Henri Martin, responsables du Parti National Révolutionnaire. Ami proche d'Eugène Deloncle, Eugène Schueller, fondateur en 1909 de la Société française de teintures inoffensives pour cheveux qui deviendra L'Oréal et créateur de Monsavon, met ses moyens personnels à disposition de l'organisation qui tient des réunions dans son propre bureau au siège de la société. A la suite d'une erreur commise dans un rapport d'informateur l'OSARN sera connue sous le nom de CSAR (Comité Secret d'Action Révolutionnaire). Par dérision et mépris, Maurice Pujo du quotidien royaliste « Action française » désignera cette organisation du surnom de « Cagoule ». Selon Deloncle, l'OSARN dispose de plusieurs milliers d'hommes armés et bien entraînés. Cette structure secrète compte dans ses rangs plusieurs officiers supérieurs tels Franchet d'Esperey et Pétain.

Les fondateurs de l'OSARN sont d'anciens Camelots du roi déçus par l'immobilisme de Maurras. Eugène Deloncle est polytechnicien et féru d'histoire des sociétés secrètes et d'ésotérisme. Il a combattu pendant la Première Guerre mondiale comme officier d'artillerie et a été blessé sur le front de Champagne. Il est chevalier de la légion d'honneur.

Jean Filliol est un fanatique redoutable. Le 13 février 1936, Filliol a tenté de porter un coup de baïonnette à Léon Blum. Quant au docteur Henri Martin, alias le Bib, c'est un éternel comploteur obsédé par le renseignement. Martin a fini la guerre de 1914-1918 sur le front italo-autrichien. Le 31 mai 1923, il a participé à une agression contre Maurice Violette, président du conseil général d'Eure et Loir, ce qui lui vaut d'être condamné à plusieurs mois de prison. Il s'occupait déjà du renseignement au sein de l'Action Française.

D'autres groupes secrets se constituent, formant ainsi une nébuleuse dont chaque structure est indépendante mais dont les actions sont coordonnées. De

fait, c'est cette galaxie qui devient « la Cagoule » et dont l'objectif est de renverser la République et d'instaurer un régime autoritaire de type fasciste. Le moyen envisagé est assez semblable à celui utilisé plusieurs décennies plus tard en Italie par la Loge P2 et le réseau Gladio. Il s'agit de créer par des attentats spectaculaires un climat de tension et d'insécurité, de provoquer une réaction violente des organisations communistes et ainsi de justifier l'intervention de l'armée pour rétablir l'ordre. Pétain est pressenti pour prendre la tête des militaires mais il refuse catégoriquement. C'est donc Franchet d'Esperey qui est choisi. À la fin du mois de novembre 1936, Deloncle rencontre le général Giraud. Celui-ci promet son aide en cas de soulèvement communiste. Deloncle lui promet que les groupes armés de l'organisation se rangeront sous ses ordres en échange. Très satisfait, Giraud est d'accord pour travailler avec le CSAR. En appui de l'armée, le CSAR fera intervenir ses groupes paramilitaires qui disposent de stocks importants d'explosifs et d'armes volés dans les magasins de l'armée et dans les usines ou achetés à l'étranger, en particulier en Italie.

En principe le complot est bien protégé. Les membres sont recrutés par parrainage. Ils doivent prononcer un serment prononcé au cours d'un rite symbolique d'initiation. Le dévouement et la discrétion des membres leur assurent la protection. La trahison est sanctionnée par la mort. De même, l'organisation est impitoyable à l'égard de ses membres reconnus coupables d'indélicatesses. Léon Jean-Baptiste est ainsi assassiné en octobre 1936 et Maurice Juif est exécuté le 8 février 1937, probablement suite à des malversations financières.

Le CSAR s'est organisé sur le modèle militaire. L'état-major est subdivisé en bureaux. Le premier bureau revient à Deloncle assisté de Jacques Corrèze dont le pseudonyme est « la Bûche ». Le docteur Martin est naturellement chargé du deuxième bureau, celui des renseignements. Il est également en charge des « groupes Z ». Le lieutenant-colonel de réserve Georges Cachier dirige le troisième bureau et Jean Moreau dit de La Meuse est placé à la tête du quatrième en charge des opérations, du recrutement et du matériel. En appui des membres dirigeants, citons François Méténier, capitaine de réserve, et Joseph Darnand.

Le coup d'État est préparé avec minutie : Des groupes de combat clandestins équipés d'armes automatiques sont constitués et bénéficient des conseils d'officiers sympathisants affiliés aux réseaux d'information animés au sein de l'armée par le commandant Loustanau-Lacau. Ce dernier a été l'initiateur à la fin de 1936 d'un service de renseignement anticommuniste dans l'armée, appelé Corvignolles. C'est par lui que Pétain sera informé de l'existence et des buts du CSAR. Malgré toutes les précautions prises et l'étanchéité des structures, la police est informée de l'existence d'un complot et parvient à infiltrer l'organisation secrète. Elle accumule les informations et attend le moment propice pour agir.

Le 23 janvier 1937, l'économiste soviétique Dimitri Navachine est assassiné près de la porte d'Auteuil.

Le 11 septembre 1937, deux bombes explosent à Paris, détruisant l'immeuble du

patronat français et celui de l'Union patronale interprofessionnelle. Deux agents de police, en faction devant les bâtiments, sont tués par l'explosion. L'enquête permettra d'établir la responsabilité des membres de la cagoule de Clermont-Ferrand, rassemblés au sein d'un groupe dénommé « les Enfants d'Auvergne ». Comme prévu par les dirigeants du CSAR, les soupçons se portent d'abord sur des anarchistes italiens émigrés. Les actions terroristes s'enchaînent. Le 9 juin 1937, les frères Rosselli sont assassinés à Bagnoles de l'Orne en contrepartie d'une livraison d'armes.

En août, sur l'aérodrome de Toussus-le-Noble des avions destinés à l'Espagne républicaine sont détruits à l'explosif.

Dans la nuit du 15 au 16 novembre 1937, le CASR passe à la vitesse supérieure. Les « abonnés » (noms attribués aux adhérents de la Cagoule) parisiens gagnent les lieux de rendez-vous et commencent à se distribuer des armes. Deloncle tente de persuader les autorités militaires qu'un putsch communiste est imminent. Il s'est procuré le plan secret de l'organisation clandestine des communistes. Selon lui, 18 000 communistes vont entrer en action au cours de la nuit. Leur projet est d'assassiner les membres du gouvernement du Front populaire et les dirigeants des partis de droite. Ils prendront 400 otages et investiront la radio et les centraux téléphoniques. Eugène Deloncle prétend prendre les communistes de vitesse en mettant en branle la tentative de coup d'état mais l'affaire fait long feu. Ni les militaires ni les communistes n'ont bougé et la Cagoule s'est dévoilée. Son avenir est compromis. Filliol reproche à Deloncle de n'avoir pas osé aller jusqu'au bout. De son côté, la Sûreté nationale, qui enquêtait déjà sur plusieurs crimes obtient rapidement des renseignements. Dès le matin du 16 novembre, les perquisitions commencent et les premiers dépôts d'armes clandestins sont découverts. Le 18 novembre, le ministre de l'intérieur Marx Dormoy dénonce une vaste conspiration et fait démanteler l'organisation dès la fin du mois. Des caches d'armes réparties sur tout le territoire sont découvertes. En dépit de tout cela, l'action répressive est très mesurée. Malgré plusieurs milliers de commissions rogatoires, on ne compte que cent vingt membres de la Cagoule placés en état d'arrestation. Ce coup de filet limité ne permet donc pas de détruire complètement les ramifications de l'organisation clandestine dans les milieux économiques, en particulier dans les grandes entreprises qui, selon les Renseignements généraux et la police judiciaire, ont financé le mouvement.

Filliol, Martin et Corrèze parviennent à s'enfuir et échappent aux arrestations. Les policiers obtiennent des aveux précis établissant la responsabilité directe de la Cagoule dans les attentats de septembre 1937 et le meurtre des frères Carlo et Sabatino Rosselli. Ces deux intellectuels antifascistes italiens ont été assassinés pour le compte des services secrets de Mussolini.

La guerre puis l'occupation mettent fin aux enquêtes et aux poursuites judiciaires.

Le 5 juillet 1941 l'ancien ministre Marx Dormoy est assassiné à l'hôtel du Relais de l'Empereur à Montélimar par d'anciens membres de l'organisation terroriste.

Pendant l'occupation les cagouleurs se divisent et font des choix souvent opposés. Certains sont farouchement anti-allemands mais d'autres choisissent la collaboration dès lors que l'Allemagne engage une lutte à mort contre le bolchevisme. Deloncle, Corrèze et Schueller fondent un mouvement fasciste, le Mouvement social révolutionnaire (M.S.R.), qui fusionne ensuite avec le Rassemblement national populaire (R.N.P.) de Marcel Déat. Joseph Darnand fonde le Service d'Ordre Légionnaire qui servira de matrice à la future Milice. Jacques Corrèze intègre la Légion des Volontaires Français avec Jean Bassompierre. Ce dernier s'engage ensuite dans la division Waffen-SS Charlemagne. Jean-Marie Bouvyer, complice du meurtre des frères Rosselli devient chef du service d'enquête du Commissariat général aux questions juives à partir d'avril 1944. Méténier se met au service du régime de Vichy comme membres du cabinet du maréchal Pétain. André Bettencourt prend la direction de l'organe de propagande antisémite « La Terre française » puis entre dans la résistance au début de 1943.

A l'opposé, Dewavrin (colonel Passy) et Corvisart rejoignent de Gaulle à Londres.

Nommé par Xavier Vallat, en septembre 1940, délégué général de la Légion française des combattants, dont le siège est à l'hôtel des sports à Vichy, Loustanau-Lacau entreprend d'y recruter des agents qui établiront des liaisons avec les services anglais. Il fonde le réseau Navarre (son nom de plume) qui devient le réseau Alliance que dirigera ensuite Marie-Madeleine Fourcade. Il recrute d'abord parmi les anciens de Corvignolles et de la Spirale, c'est-à-dire au sein de la droite nationaliste et de l'armée. A partir d'avril 1941 son réseau travaille pour les services britanniques. Issue de la haute bourgeoisie, Marie-Madeleine Fourcade fut mariée avant sa majorité au colonel Édouard Méric. Elle prendra le nom de Fourcade en 1947 après son remariage et c'est sous ce nom qu'elle écrira ses souvenirs. Elle prend en 1941 la tête du réseau dont le commandant Léon Faye est le chef militaire. Arrêtée avec son état-major le 10 novembre 1942, elle s'évade et rejoint Londres d'où elle continue de diriger le réseau sous le pseudonyme « Hérisson » jusqu'à la capitulation allemande.

Henri Martin et Joseph Pozzo di Borgo participent activement à la résistance intérieure. Le docteur Martin se retrouve d'abord dans les bureaux du gouvernement de Vichy avec ses chers fichiers. Il travaille au sein du CIE (Centre d'Informations et d'études). A ses côtés figure pour quelques temps un membre du deuxième bureau et ancien cagouleur, André Brouillard plus connu sous son nom de plume Pierre Nord. Martin, opposé à la politique collaborationniste de Laval, est interné sur ordre de Pucheu. Il s'évade et rejoint le maquis avant de participer à la libération de Lyon. Il se met un temps au service des Américains. Quant à Gabriel Jeantet, attaché au cabinet de Pétain, il rejoint la résistance puis est arrêté et déporté en 1944. Claude Hettier de Boislambert devient dès juin 1940 un proche collaborateur du général de Gaulle.

Alfred Heurteaux fonde le réseau Hector tout comme Paul Dungler qui crée le réseau Septième colonne d'Alsace.

D'autres font un choix ambiguë tels Georges Groussard et Jacques Lemaigre-

Dubreuil. Le premier dirige les groupes de protection du maréchal Pétain mais aussi le réseau de Résistance Gilbert. Le second, ancien trésorier de L'Insurgé, le journal de la Cagoule, soutient le général Giraud. Jacques Corrèze entre dans un réseau de résistance après avoir combattu sur le front de l'Est sous l'uniforme allemand.

Le 7 janvier 1944, Eugène Deloncle est assassiné à Paris par la Gestapo en raison de ses relations avec l'amiral Canaris et d'autres membres de l'Abwehr opposés à Hitler.

Les trajectoires différentes des anciens cagoulards durant l'occupation vont naturellement influencer le cours de la Justice. Les procès pour actes de collaboration se télescopent avec le procès de l'organisation qui s'ouvre en octobre 1948 devant les Assises de la Seine. Quarante-neuf inculpés sont présents et douze sont morts. Le procès devient l'occasion de faire le point sur l'itinéraire des anciens chefs de l'organisation subversive.

Par exemple, à la Libération, Jean-Marie Bouvyer bénéficie du témoignage favorable de François Mitterrand, passé à la résistance en 1942. Bouvyer avait caché chez lui du matériel et fabriqué de faux papiers pour le Mouvement national des prisonniers de guerre dirigé par François Mitterrand et Maurice Pinot. La mère de Bouvyer devient en 1946 la marraine de Jean-Christophe Mitterrand.

Eugène Schueller, lui aussi, bénéficiera de témoignages favorables. Pierre de Bénouville, André Bettencourt, François Mitterrand, Max Brusset député de Charente, Jacques Sadoul maire communiste de Sainte-Maxime, des membres de la résistance, des réfractaires au STO et des juifs rescapés permettront à Eugène Schueller d'être relaxé de toute accusation de collaboration. Il obtient même la Croix de guerre et la Légion d'honneur.

Jean Filliol, réfugié en Espagne, est condamné par contumace à la peine capitale. Parmi les lourdes charges qui pèsent alors sur lui figure sa probable implication dans le massacre d'Oradour sur Glane. Chef milicien à Limoges, Jean Filliol semble avoir orienté le choix des SS sur ce village.

Darnand est condamné à mort pour trahison et collaboration. Il est fusillé au fort de Châtillon, à Fontenay-aux-Roses le 10 octobre 1945.

Emprisonné à la Libération, Jacques Corrèze est condamné une première fois en 1948 à dix ans de travaux forcés pour intelligence avec l'ennemi. Selon l'accusation, Jacques Corrèze « est le seul à avoir changé d'attitude, le seul à avoir fait marche arrière, à avoir pris des contacts avec la Résistance ». La même année, il est de nouveau jugé dans le procès de La Cagoule. Devant répondre de plusieurs assassinats, il échappe à la condamnation à mort. Il est condamné à une peine de dix ans, confondue avec la première. Corrèze sort de prison en 1949. Eugène Schueller l'engage dans sa société et lui confie le poste d'agent général du groupe L'Oréal-Monsavon pour l'Espagne et l'Amérique latine.



Eugène Schueller

Bibliographie :

- « Le mystérieux docteur Martin 1895-1969 », Pierre Péan
« Histoire secrète de la Ve République » (ouvrage collectif).